



Communiqué de la Fédération CGT des Services publics

Vive agitation ministérielle, suite à un dépôt de préavis de grève en période souhaitée d'union nationale... Monsieur Dussopt aurait-il peur de la colère des territoriaux ?

Depuis 3 semaines, dans toute la France, les syndicats CGT interpellent des employeurs locaux qui poussent leurs agents à se rendre sur le terrain, c'est à dire rompre le confinement, alors que leur activité n'est ni vitale pour la collectivité, ni nécessaire à la lutte contre la propagation de la pandémie. Ces interpellations ont largement été relayées auprès des préfets, auprès du ministre lui-même.

En effet, si nombre d'élus respectent les règles, ce dont nous nous félicitons, travaillent avec les IRP et les élus syndicaux pour veiller à définir précisément les conditions optimum de sécurité pour les agents, dont les fonctions nécessitent d'intervenir directement sur le terrain, force est de constater que ces conditions ne sont pas de mise partout.

Aujourd'hui encore, par dizaines de milliers, dans toute la France, des agents de la fonction publique territoriale, égoutiers, éboueurs, pompiers, ATSEM, personnels soignants, gardiens, techniciens ou administratifs d'astreintes... subissent d'inadmissibles injonctions pour aller travailler sans disposer des équipements de sécurité nécessaires pour se protéger du coronavirus. Il faudrait ne rien dire ?

Les agents de fonction publique territoriale sont massivement aux premières loges pour garantir le maintien des services publics essentiels à la population. La conscience professionnelle des territoriaux n'est pas à démontrer, et nous n'avons rien à prouver à Monsieur Dussopt.

Depuis quand Monsieur Dussopt ne sait-il plus lire un préavis de grève ? Le préavis déposé par la Fédération expose précisément que : « dans la période actuelle, afin de permettre aux personnels du champ fédéral, le cas échéant après extinction de toutes les autres voies possibles, de se mettre en grève, pour défendre les intérêts des salariés et des agents, porter leurs revendications et de prendre des décisions d'action, la Fédération CGT des Services publics dépose des préavis de grève de 0 h à 24 h pour les journées suivantes (...) ». Il ne s'agit pas d'un appel à la grève dans toutes les collectivités. Il s'agit de permettre aux syndicats et aux agents confrontés à l'injonction inadmissible d'aller au travail, sur le terrain sans les équipements de sécurité nécessaire de dire non ! Il s'agit de permettre aux agents dont les fonctions ne sont pas vitales pour la collectivité de se rendre sur le terrain. Il s'agit de protéger les agents des abus du télétravail...

Que Monsieur Dussopt, au lieu de s'engager sur le sentier de la guerre contre la CGT, commence par consacrer son énergie à établir une circulaire en direction de tous les employeurs publics pour leur rappeler leur obligation de respecter l'article 23 de la loi du 13 juillet 1983 : qui établit que les « conditions d'hygiène et de sécurité de nature à préserver leur santé et leur intégrité physique sont assurées aux fonctionnaires durant leur travail »... et il n'y aura aucune raison pour les agents de faire grève !

Que Monsieur Dussopt et son gouvernement fournissent des masques FFP2, du gel, des blouses, des tests de dépistage et cela massivement pour tous les agents et salariés, dont les fonctions rendent la présence nécessaire sur le terrain, réquisitionnent des usines s'il le faut ... et il n'y aura aucune raison de faire grève !

A la « surprise » de Monsieur Dussopt, habituellement moins prompt à répondre à nos courriers, nous opposons notre ferme volonté de défendre les vies des territoriaux, sans formules ni arrières pensées politiciennes.

Montreuil, le 26 mars, 18 h 30.

Contacts presse : Natacha POMMET 0619905935